

DÉFENSE NATIONALE

Gaïd Salah hausse le ton

Le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, et vice-ministre de la Défense nationale, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, a haussé le ton, de manière peu habituelle, en évoquant, hier, le thème de la «politique de la défense nationale» au cours d'une visite qu'il a effectuée à l'Ecole militaire polytechnique de Bordj-El-Bahri, à Alger. Le chef de l'armée, il s'exprimera en tant que tel, sans citer une seule fois, et c'est une première chez lui, Abdelaziz Bouteflika, se livrera à quelques rappels qui résonnent comme de vrais avertissements.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Devant l'ensemble des cadres de l'armée, notamment les chefs d'état-major des commandements des forces, des commandants des établissements de formation militaire et des chargés de la formation au niveau des commandements de forces des directions et services centraux, Gaïd Salah prononcera, ainsi, un premier discours où il n'y va pas par trente-six chemins.

Selon un communiqué du ministère de la Défense, le chef d'état-major dira, notamment, «qu'il est important de souligner et de rappeler, en ce digne lieu, que la défense

nationale est une affaire dont la concrétisation fait participer toutes les compétences humaines et les capacités nationales, puisqu'elle représente l'ensemble des mesures politiques, militaires, sociales, économiques, juridiques et autres, préconisées par l'Etat afin d'être prêt à faire face à toute hostilité susceptible de porter atteinte à sa souveraineté, son unité territoriale, la sécurité de son peuple, ses ressources et ses capacités économiques».

Cette véritable mise en garde de l'armée est destinée sans aucun doute à des parties internes mais, surtout, extérieures. Gaïd Salah parle, ici, au nom de l'Etat qui, dit-il, doit «être prêt à faire face à toute hostilité susceptible de porter atteinte à sa souveraineté, son unité territoriale, la sécurité de son peuple, ses ressources et ses capacités économiques». L'allusion, ici, à la situation dans le Sud ne souffre aucune ambiguïté. Le chef d'état-major accuse presque des parties extérieures d'être derrière, ou de vouloir tirer profit des manifestations hostiles à l'exploration ou à l'exploitation du gaz de schiste, en cours dans toutes les villes du sud du pays depuis début janvier. En tout cas, son insistance sur «la sécurité des ressources et des capacités économiques» du pays, dans ce contexte particulier, ne peut légitimement se comprendre autrement. L'armée, détient-elle des informations précises dans ce sens ? Fort probable. «Dans ce même contexte, poursuit le chef d'état-major, nous



Le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah.

sommes convaincus que la défense nationale se concrétise à travers une politique de défense qui exprime l'ensemble des choix et des principes embrassés par l'Etat, inspirés essentiellement de sa politique globale et de sa stratégie de défense nationale».

Avant de conclure, sur ce chapitre «qu'en ce sens, et comme je l'ai souligné auparavant, la défense nationale est le déploiement de toutes les capacités de l'Etat, fondées essentiellement sur les valeurs morales de la nation qui définissent l'ensemble de ses fonctions afin d'honorer le noble devoir qui est la défense de la patrie». Autrement dit, la

défense et la sécurité nationales sont un tout. Y compris donc les choix économiques stratégiques de l'Etat. Présidant une autre réunion, exclusivement consacrée au volet de la formation au sein de l'armée, le chef d'état-major affinera davantage ses mises en garde lorsqu'il soulignera le haut degré de préparation de nos unités engagées sur le terrain. En substance, il lancera : «Quant au volet de préparation au combat, les réussites successives sur le terrain de nos unités de combat reflètent les résultats obtenus, tant sur le plan de la lutte antiterroriste ou de la sécurisation des frontières, preuve irréfutable de la bonne stratégie du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire adoptée dans le domaine de la formation, de l'instruction et de la préparation au combat, que nous aspirons rehausser au niveau souhaité». Effectivement, l'armée algérienne est sur la brèche depuis des années, pour combattre le terrorisme et, davantage encore depuis 2011, avec le nouveau contexte régional explosif à nos frontières, notamment au Sud. Situation d'autant plus complexe que notre voisin de l'Ouest déploie tous ses efforts pour créer des zones de tension dans le Sahara algérien.

Comme l'attestent si bien ses connexions avérées avec des groupes terroristes au Nord-Mali, et les quantités colossales de drogue qu'il nous «exporte» contre notre gré...

K. A.

PARTI POUR LA LAÏCITÉ ET LA DÉMOCRATIE : **«Le mélange entre la politique et la religion est un cocktail explosif et dangereux»**

Le Parti pour la laïcité et la démocratie tire la sonnette d'alarme quant à l'ampleur que prend le phénomène de l'islamisme politique en Algérie. Dans un communiqué de son bureau national, il s'en prend ainsi, avec une extrême virulence, au pouvoir qu'il accuse d'encourager ce phénomène qu'il utilise comme «repoussoir» dans l'objectif de se maintenir. Le PLD s'appuie sur les derniers événements, notamment l'attentat contre Charlie Hebdo pour développer son raisonnement.

«Préoccupé uniquement par sa survie politique, le pouvoir met ses deux fers au feu. Il permet, d'une part, à son ministre des Affaires étrangères de le représenter à la manifestation parisienne du 11 janvier, d'autre part, il encourage en sous-main les manifestations islamistes contre Charlie Hebdo.

Le pouvoir joue à l'apprenti sorcier : en lâchant la bride aux forces les plus fascisantes de la société, il s'appuie sur leurs vociférations pour en faire un repoussoir et neutraliser les forces démocratiques en captant leur soutien», lit-on en effet dans le communiqué.

Citant un autre attentat, celui qui a coûté la vie à deux gendarmes à El Adjiba, dans la wilaya de Bouira il y a quelques jours, qu'il impute au «manque de vigilance dû à la Concorde nationale», le PLD ne manquera pas de souligner que «notre expérience collective nous a appris et nous le fait savoir tous les jours que le mélange de la politique et de la religion est un cocktail explosif qui mine la stabilité de la société et conduit à son éclatement», note encore le PLD.

Ce, avant de plaider pour une lutte contre l'islamisme politique qui devrait s'inscrire au-delà du cadre exclusivement sécuritaire en s'attaquant «à sa matrice idéologique, sans perdre de vue que ce combat politique est long et implacable».

Le parti, qui tire à boulets rouges sur le pouvoir qu'il «invite à partir», s'en prendra avec la même virulence au RCD et au FFS. Cela, avant de conclure que «la construction du rassemblement auquel devraient tendre toutes les forces patriotiques, demeure l'impératif central à atteindre pour aller pacifiquement vers une transition républicaine et définir, ensemble, une alternative crédible avant que le pays ne tombe dans le chaos et ne bascule vers l'inconnu».

R. N.

MOUVEMENT ANTI-GAZ DE SCHISTE

Rebaïne avertit sur le risque de «graves dérapages»

Ali-Fawzi Rebaïne avertit quant aux risques sérieux de dérapages graves qui interviendraient au Sud dans le sillage du mouvement anti-gaz de schiste qui est à son second mois.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pour lui, «le président de la République a pris une décision qui «n'a pas convaincu les citoyens», estimant qu'il aurait été beaucoup plus judicieux «d'arrêter les travaux d'exploration et d'entamer un dialogue».

Mais c'était compter sans la «légendaire» ruse du pouvoir qui, selon le conférencier a, encore une fois, sorti une de ses «recettes», soit la «vente concomitante» en décidant d'élever cer-

taines daïras du Sud en wilayas déléguées. Une simple «fuite en avant» puisqu'elle n'a fait «qu'ouvrir un autre front» avec la contestation qui a gagné bien des populations qui exigent à leur tour que leurs villes bénéficient également du même statut de wilaya déléguée. Et de ne pas exclure des «dérapages» qui pourraient intervenir.

Autre sujet d'actualité évoqué par Rebaïne, la grève dans l'éducation prévue pour aujourd'hui et demain.

Fort à propos, il égratignera l'Association nationale des parents d'élèves dont il invitera le premier responsable à «avoir le courage politique de désigner le responsable de cette situation qui n'est autre, selon lui, que le

président de la République qu'il a soutenu lors de la présidentielle d'avril dernier. Invité, par ailleurs, à se positionner par rapport à l'appel de l'opposition à des marches et des rassemblements le 24 février prochain, le président de Ahd54 usera d'ironie. «Vous savez, l'opposition est un gros mot. Les Benflis, Benbitour et autre Hamrouche ne sont pas pour moi des opposants», dit-il non sans estimer que le statut d'opposant, «c'est le peuple qui le décerne et pas la presse».

Et de se vouloir plus «pédagogique» en affirmant que l'opposition, c'est une «ligne continue» et que les «traces d'un opposant sont indélébiles».

M. K.

CONTRÔLE ÉCONOMIQUE

L'acquisition des véhicules Ansej à la loupe

L'acquisition de véhicules dans le cadre du dispositif de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) a fait l'objet d'une enquête spécifique, par le ministère du Commerce.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Lancée l'année dernière et en cours de finalisation, cette enquête vise à vérifier les conditions d'acquisition et de prix et à protéger les droits des jeunes promoteurs, assurait hier, à l'hôtel El Aurassi, le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce, Mimoune Bouras. Ce dernier, qui a présenté le bilan de sa direction lors d'une rencontre nationale d'évaluation du secteur du commerce, a indiqué que d'autres enquêtes ont été initiées et sont en cours de finalisation par les services de contrôle. Elles concernent les produits pyrotechniques, le sel iodé (l'enquête étant quasi-achevée), les boissons gazeuses et les appareils de chauffage. D'autres investigations devraient être lancées durant l'année

2015 concernant d'autres domaines de distribution et services, en considérant que les services habilités du département d'Amara Benyounès ont effectué durant les années précédentes des enquêtes similaires concernant notamment la distribution et l'importation de ciment. Auparavant, Mimoune Bouras avait présenté un bilan des activités de contrôle économique et de la répression des fraudes réalisées durant l'année 2014 et pour lesquelles un effectif consolidé de 9 000 agents a été consacré. Notons ainsi que les brigades de contrôle ont effectué plus de 1,36 million d'intervention, en hausse de 13,7% par rapport au volume de 2013. Des interventions qui ont permis de constater 235 119 infractions commerciales et dans le domaine de la qualité, en croissance de 4,5%.

Par conséquent, 217 026 poursuites judiciaires ont été lancées en 2014 (en hausse de 13%), indique le Dg du contrôle économique qui précise que 15 582 locaux ont fait l'objet d'une mesure

administrative (en hausse de 13,7% par rapport à l'année précédente).

Notons que les interventions des brigades ont permis de révéler un chiffre d'affaires dissimulé de 58,82 milliards de dinars, en augmentation de 9,5% par rapport au montant constaté en 2013.

Relevons également un montant de 1,6 milliard de dinars de marchandises saisies et de 13,55 milliards de dinars de produits bloqués aux frontières. Nonobstant l'absence du ministre de tutelle, cette rencontre a permis de faire le point sur l'état d'avancement du programme d'équipement du secteur au titre de la période 2010-2014 et les perspectives pour l'année 2015.

Notons ainsi que le volume des projets retenus a été bien fortement réduit (ramené de 500 à 300 projets), dans le contexte de maîtrise des dépenses sectorielles. Cela, même si le concours du Trésor public pour la réalisation d'infrastructures commerciales reste encore de mise.

C. B.